



Damas, Tel-Aviv, le Caire, Ryiad : révolution et contre-révolution

En mai dernier, il était facile pour le Premier ministre israélien, B. Nétanyahou, de prétendre que les affrontements sur le plateau du Golan, conquis sur la Syrie par l'état sioniste en 1967, n'étaient qu'une tentative du Président B. El Assad pour détourner la pression que le peuple syrien fait peser sur son régime. Dorénavant, l'affrontement se précise en Israël même et, à la chaleur de la lutte des classes, les forces politiques en présence prennent un visage plus net, se révèlent de façon plus crue du côté de la révolution ou de la contre-révolution.

La révolution arabe, partie de Tunisie en décembre 2010, ébranle l'ordre impérialiste au delà du monde arabe, au delà des préoccupations des gouvernements turc, iranien, égyptien ou saoudien concernant leurs zones d'influence régionale. On peut même dire que la révolution arabe influence les mobilisations en Europe (Espagne, Grèce, etc.), mobilisations qui, en retour renforcent la détermination des masses arabes.

La vague de mobilisations atteint Israël

La vague de mobilisations atteint maintenant Israël où la plus grande manifestation sur le plan social dans l'histoire de ce pays vient de mettre dans la rue entre 100 et 200 000 personnes, samedi 30 juillet. Lundi 1er août, des appels à la grève se sont multipliés, échappant au cadre de la centrale syndicale bureaucratifiée, l'Histadrout, et un début de jonction est en train de s'opérer entre travailleurs juifs et arabes.

Partis d'une contestation face à la flambée des prix de l'immobilier surtout, les manifestants mettent ouvertement en cause le gouvernement de Netanyahu et, surtout, la poignée de capitalistes qui font la pluie et le beau temps dans tous les secteurs de l'économie. Ainsi l'exprime une organisatrice du mouvement d'occupation du boulevard Rotschild, à Tel-Aviv, depuis 2 semaines, commentant les tentatives de Nétanyahou pour désamorcer la situation : « *Nous descendons dans la rue pour exiger un changement de système alors que lui se contente de former une commission en cherchant ainsi de se défaire de ses responsabilités* » (L'Express.fr, le 1er août 2011).

Ceux qui sont persuadés de ce que l'Etat sioniste est un bloc monolithique de travailleurs « zombies » alignés inconditionnellement derrière le gouvernement, l'armée et le rabbinat vont devoir déchanter : Israël, comme tout état bourgeois est traversé de contradictions de classes et celles-ci commencent à soulever la chape de plomb sous laquelle les sionistes de tous bords ont voulu les enterrer au nom de la « sécurité d'Israël », prétexte à l'oppression des palestiniens, comme peuple, et des travailleurs israéliens, comme classe, qu'ils soient juifs ou arabes.

Nétanyahou est donc contesté, comme hier Ben-Ali et Moubarak, comme aujourd'hui les présidents syriens et yéménites, comme les monarques marocain et bahreïni, comme, il y a peu également, le « président » iranien Ahmadinejad, « réélu » dans les conditions qu'on sait.

D'un côté, les peuples opprimés dont l'avant garde est formée des travailleurs et de la jeunesse auxquels se rallient les petites gens des villes et des campagnes, paysans, petits commerçants, artisans. De l'autre, des régimes corrompus, « républicains » et monarchies, piliers ou vassaux, plus ou moins turbulents, de l'ordre impérialiste.



La monarchie saoudienne aux avant-postes de la contre-révolution

Les grands « défenseurs des droits de l'homme » officiels, adoués par l'Elysée et par la Maison Blanche, détournent

pudivement les regards de la répression qui s'est abattue sur le Barhein (qui abrite la 5ème flotte de l'US Navy) et sur le Yémen. Et pour cause, l'armée de la monarchie saoudienne est intervenue militairement au Barhein, flanquée de la police des Emirats arabes unis, pendant que le Qatar s'intégrait à l'intervention impérialiste en Libye, intervention approuvée par lesdits « défenseurs des droits de l'homme », intervention dont le but véritable est de mettre un terme à la révolution arabe.

Aussi, l'Arabie saoudite – qui est un des régimes les plus arriérés, les plus obscurantistes de la planète – gardait sous son aile protectrice le dictateur Z. Ben Ali, assuré ainsi d'échapper aux velléités de procès à Tunis, pendant qu'elle recueillait le Président yéménite, A. Saleh, lui donnant les moyens de tenter un retour à la tête de son pays, maintenant en pleine guerre civile.

La monarchie saoudienne, initiatrice et élément central du Conseil de Coopération du Golfe (CCG, que les monarchies jordanienne et marocaine ont demandé à rejoindre) mis en place sur l'insistance de l'impérialisme étasunien en 1981, se pose en garante des intérêts impérialistes et pèse de tout son poids sur le Yémen (qui n'est pas membre du CCG) pour assurer que, quoi qu'il arrive, les accès au Golfe arabo-persique, à la Mer rouge et à la méditerranée orientale restent ouverts aux pétroliers, aux cargos et aux canonnières impérialistes.

Ainsi, la monarchie saoudienne s'inquiète-t-elle également de la situation politique en Egypte dont le peuple et dont le prolétariat puissants ont, en quelques semaines, balayé le dictateur Moubarak. L'organisation égyptienne des Frères musulmans a tout fait pour freiner la mobilisation en Egypte. En fin de compte, elle a « pris le train en marche » et elle est également entrée en crise, elle qui a été pendant de nombreuses années à la fois un vecteur d'influence de l'islam rigoriste dont le centre est en Arabie saoudite et un allié du dictateur Moubarak sur la base d'un modus vivendi qui laissait aux Frères l'essentiel de l'action sociale en Egypte.

L'affrontement continue en Egypte, qui a vu de nouvelles mobilisations sur le terrain à la fois social et politique avec une



forte contestation du rôle des militaires qui tentent de sauver ce qui peut l'être du régime de Moubarak. La place Tahrir, au Caire, a donc été investie à nouveau par les révolutionnaires. En réponse, les Frères musulmans ont mobilisé des secteurs du lumpen prolétariat dans tout le pays pour les amener place Tahrir et les opposer aux révolutionnaires aux cris de « république islamique ».

Certes, les 100 000 manifestants à l'appel des Frères musulmans représentent une petite partie de l'influence de cette organisation qui, répétons-le, est en crise car des secteurs ont ouvert les yeux à propos de la collusion entre la direction de cette organisation politico-religieuse et la dictature. Mais, d'un autre côté, l'essentiel de l'armée, le

gouvernement « provisoire » s'appuient sur l'organisation des Frères musulmans comme élément déterminant du maintien de l'ordre et pourraient l'assurer de conquérir la majorité dans les prochaines élections.

Là aussi, c'est l'occasion de caractériser plus précisément ce qu'est l'islamisme politique : un courant bourgeois qui a comblé partiellement le vide laissé par l'effondrement du panarabisme « nassérien » en relation avec la chute du Mur de Berlin. Il apparaît maintenant en Egypte, en Tunisie et ailleurs pour ce qu'il est réellement : le meilleur soutien à l'ordre capitaliste, à l'impérialisme.

Au cœur de la région, l'Etat sioniste reste cependant, malgré ses contradictions, le pilier de la contre-révolution. C'est pourquoi l'unité des travailleurs juifs et arabes autour de leurs revendications est un danger mortel pour les bourgeois de tous bords (qu'ils soient islamistes ou sionistes). Cette unité de classe ne peut se consolider que si tous les travailleurs défendent une seule et même perspective : le socialisme. Celui-ci ne pourra se construire que sur les ruines de l'Etat sioniste d'Israël et dans la perspective de l'édification d'une Fédération socialiste du Proche et du Moyen-Orient.

Nous devons donc réaffirmer avec force que la victoire de la révolution arabe est conditionnée par la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire pour le socialisme dans chaque pays et d'une véritable internationale, parti mondial de la révolution socialiste, la IVème internationale.

A défaut, les masses arabes peuvent arracher des conquêtes importantes sur le plan des libertés démocratiques et des acquis ouvriers, mais, si les moyens de production et d'échange restent entre les mains des capitalistes, si l'appareil d'Etat reste leur instrument au lieu d'être brisé par les travailleurs, alors la bourgeoisie conservera les ressources et les outils nécessaires pour reprendre ce qu'elle aura dû concéder, et plus. Seul un parti ouvrier indépendant doté d'un programme qui ouvre la voie à l'expropriation des capitalistes peut aider efficacement les opprimés à se libérer de leurs chaînes en se saisissant de tout le pouvoir.

Paris, le 3 août 2011